



Universiteit  
Leiden  
The Netherlands

## Communication et violences au Tchad : le cas du Moyen-Chari et du Guéra (1900-2010)

Souleymane, A.A.

### Citation

Souleymane, A. A. (2017, July 4). *Communication et violences au Tchad : le cas du Moyen-Chari et du Guéra (1900-2010)*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/50469>

Version: Not Applicable (or Unknown)

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/50469>

**Note:** To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Cover Page



Universiteit Leiden



The handle <http://hdl.handle.net/1887/50469> holds various files of this Leiden University dissertation

**Author:** Souleymane, Abdoulaye

**Title:** Communication et violences au Tchad : le cas du Moyen-Chari et du Guéra (1900-2010)

**Issue Date:** 2017-07-04

## Chapitre 5

### Les systèmes de communication au cœur des violences postcoloniales

Ce chapitre aborde la période postcoloniale au Tchad. C'est une période chaotique pour la population. Elle a connu plusieurs gouvernements et rébellions qui se ressemblaient tous par leurs méthodes répressives et qui, jusqu'aujourd'hui, ont laissé les stigmates de leurs violences sur la société. Cette période, allant de l'indépendance à nos jours, est marquée par une gouvernance aux méthodes autoritaires et répressives qui ne la différencie guère de la période coloniale. Les dynamiques identitaires se trouvent au centre de la gouvernance politique et le recours à la lutte armée perpétue la violence sur la population. Les rebelles, les militaires, les paysans et les leaders politiques m'ont raconté leurs propres histoires de vie qui sont, en grande partie, construites d'attitudes sociales résultant des contraintes des multiples guerres civiles que le pays a connues durant cette période. La terreur, la peur, la méfiance, la mobilité, la détresse et la résignation occupent une part importante dans les nouvelles attitudes de la population, comme l'explique Mahamat Chaïbo<sup>112</sup>, un des informateurs que nous avons rencontré à Sido :

*« Je suis né au sud du pays. J'ai passé toute mon enfance et ma vie d'adulte entre Sarh-Marou-Sido et Bangui. Je suis arrivé à Maro en 1953. Le passé que nous avons connu ici est très différent de ce que nous vivons actuellement. Nous avons vécu dans la paix et l'harmonie sans crainte de l'autre. Mais, cette paix et cette harmonie ont volé en éclats dès la naissance de la rébellion, le Frolinat. C'est à partir de ce moment-là que la méfiance est née parmi nous. Les sudistes nous accusent de connivence avec les rebelles parce que ceux-ci sont nordistes et musulmans comme nous. Nos relations se trouvent influencées par de nouvelles attitudes que le conflit nord/Sud nous a imposées. Même si entre nous amis, on parvient à ignorer cette méfiance, l'entourage nous interpelle souvent d'être prudents dans nos relations avec les amis sudistes, car, pense-t-on, les sudistes sont capables de nous trahir devant les circonstances difficiles. Au début, cette crainte existait seulement entre les sudistes et nous, mais aujourd'hui, nous avons peur de tout le monde, qu'il soit sudiste ou nordiste et nos relations sont fondées plus sur nos appartenances ethniques et régionalistes. Et même là, la méfiance plane parmi nous ».*

---

112 Homme, commerçant âgé d'environ 65 ans, entretien réalisé en septembre 2013 à Sido.

L'un des aspects dominants dans cette guerre pour le pouvoir est la communication. Les forces en compétition ont développé des stratégies politiques et militaires focalisées sur les systèmes de communication. Il est question ici de montrer les manières par lesquelles se déploient la communication dans chaque composante. Les rebelles, comme le gouvernement, à travers la propagande politique, n'ont pas seulement cherché l'adhésion des populations à leurs causes, mais ont également accentué plus la violence au sein des différentes communautés du pays. Dans ce processus de propagande politique, il y a de plus en plus l'implication des leaders confessionnels et ethniques ; ce qui transforme les lieux de culte en salles d'intrigues politiques. L'exploitation de l'art, à travers les danses et les chansons, a joué un rôle impulsif dans l'enrôlement des jeunes et la galvanisation des combattants lors des batailles.

Parmi ces méthodes de communication figurent également les routes et les moyens de transport dont la quête et le contrôle n'excluent pas les représailles sur les masses paysannes. Des villages sont déplacés parce qu'ils se trouvent très éloignés des axes routiers et qu'ils constituent des bases arrières aux rebelles ; des ponts sont détruits parce qu'ils facilitent les mouvements des troupes gouvernementales; et des chevaux sont arrachés aux propriétaires parce qu'ils assurent l'essentiel du transport des rebelles et parfois des troupes gouvernementales. Tout cela se passe sous diverses formes de contraintes sur les populations paysannes.

Pour mieux comprendre le rôle des moyens de communication dans les violences tchadiennes, il importe de faire un flash-back sur la question de la gouvernance dans les régions du Guéra et du Moyen-Chari sous tous les régimes politiques qui se sont succédé depuis l'indépendance. Nos informations sont puisées des entretiens que nous avons réalisés au cours de nos recherches, des observations de terrain et de quelques ouvrages sur l'histoire politique du Tchad. Seront débattus dans ce chapitre la gouvernance politique et l'insurrection populaire (I), les différentes méthodes de communication (II) et les systèmes de transport et représailles paysannes (III). Le débat structurant ces trois points se construit sur les histoires de vie des ex-rebelles et d'anciens soldats. Les entretiens réalisés avec ces derniers vont élucider la nature répressive de l'Etat tchadien après l'indépendance.

## **I- Gouvernance politique et insurrection populaire**

Du 28 novembre 1958 au 11 août 1960 a été achevé le processus de naissance de la République du Tchad. Les citoyens tchadiens ont tous cru à une rupture avec leurs passés historiques caractérisés par des dominations impériale, royale et coloniale (Zeltner, 1972; Obenga, 1974; Nadji, 1996). Ce passage des systèmes politiques oligarchique et autoritaire à la République met-il fin à la soumission aux pouvoirs mythiques, héréditaires, arbitraires et personnels? A la lecture de l'histoire postcoloniale, la prise du pouvoir par la violence demeure une constance au Tchad (Gali, 2007 ; Saleh, 2005). Tous les régimes qui ont dirigé le Tchad ont développé des stratégies politiques caractérisées par des méthodes répressives pour assurer le fonctionnement de l'appareil étatique (Dadi, 1988). De la révolte paysanne à la révolution culturelle en passant par des rébellions armées, le Guéra et le Moyen-Chari ont, sous tous les régimes, passé des périodes sombres marquées par des arrestations arbitraires, des tortures et des exécutions sommaires de leurs populations.

### **I.1-Les Hadjaräi sous les régimes postcoloniaux**

Du régime Tombalbaye au règne des tendances politico-militaires en passant par les régimes successifs d'Hissein Habré et d'Idriss Déby, les Hadjaräi n'ont connu que la souffrance. Les vocabulaires évoquant la douleur et l'angoisse humaines occupent une part importante dans leurs histoires de vie. L'humiliation, la frustration, la désolation et la résignation vont de pair dans leur quotidien. Plusieurs générations n'ont connu que des événements cauchemardesques.

#### **I.1.1-Les Hadjaräi et le cauchemar de l'impôt de capitation**

Privée de ressources financières nécessaires pour faire fonctionner les services de l'Etat, la République naissante du Tchad a dû recourir à l'impôt direct, à l'emprunt national et autres taxes sur le bétail pour compenser son déficit budgétaire. Mais la collecte de ces diverses taxes fut accompagnée d'abus d'autorité qui soumettaient les populations paysannes à des tortures physiques et autres humiliations. Beaucoup d'hommes, pour se sauver la peau, ont dû émigrer vers le Soudan et le Nigéria avant que la révolte paysanne

de 1965 ne soit déclenchée. Des événements ahurissants se sont passés dans les villages, comme celui de Massalwa, situé à quelques kilomètres de Mangalmé. Ahmat Ramat<sup>113</sup> raconte les conditions dans lesquelles étaient soumises les populations dudit village lors de la collecte d'impôts :

*« Un jour, aux environs de 10 heures, notre village se trouvait encerclé par les forces gouvernementales, venues à bord de quatre camions. Les militaires passaient de case en case pour en extraire les gens. Ces derniers étaient regroupés sur le vaste terrain qui sépare le village de la colline. Ils étaient tous là, femmes, enfants et hommes, assis par terre sous le soleil à plus de 45°C. Peu après arriva le chef de canton, accompagné d'une vingtaine de cavaliers. Il demanda à notre chef de village de lui donner le nombre de personnes ayant l'âge de payer l'impôt de capitation ; puis il ordonna à ses « goumiers » d'opérer un contrôle. On faisait passer les gens un à un pour vérifier ceux qui devraient déjà être soumis à l'obligation d'impôt. Après plus de deux heures de contrôle, ils ont pu déceler une centaine de personnes. Celles-ci, outre l'impôt qu'elles devaient payer, étaient soumises à des amendes, payables en nature ou en espèce, pour n'avoir pas organisé un accueil comme il fallait à l'honneur du chef de canton et pour n'avoir pas donné à manger et à boire aux militaires qui étaient arrivés peu avant lui dans le village ».*

A travers ce récit, l'on perçoit la nature de l'Etat tchadien postcolonial. Le traitement auquel étaient soumises les populations rurales lors du recouvrement de l'impôt, les amendes arbitraires auxquelles étaient astreintes celles-ci et le comportement belliqueux qu'affichent les agents de l'Etat dans l'exercice de leurs missions montrent qu'il y a peu de différence entre le pouvoir des systèmes de dominations et l'Etat postcolonial qui, par essence, est censé mettre fin aux pratiques autoritaires et dictatoriales. La seule différence qu'observent les populations meurtries du Guéra est l'absence des blancs dans les administrations. A leurs places se trouvait une nouvelle élite autochtone qui, animée d'ostracisme et d'autoritarisme, avait des peines à construire un Etat dans lequel ne valent que les principes du droit. Les premiers cadres qui ont succédé à l'administration coloniale n'ont pas pu assurer le fonctionnement de l'appareil étatique comme il le fallait. Leurs déboires politiques ne s'expliquent pas, comme l'ont dit les spécialistes de la crise tchadienne, par l'insuffisance de leur degré d'instruction<sup>114</sup>, non plus par l'insuffisance de

---

113 Homme, ex-rebelle du Frolinat, environ 60 ans, interview réalisée à Sarh le 15 août 2013.

114 Selon Chapelle Jean, à son accession à l'indépendance, le Tchad compte un seul diplômé, licencié en droit, et un deuxième, qui sortit de l'Ecole Nationale d'Outre-mer, ne revint qu'en 1961. A l'exception de ces deux cas, il n'y avait eu aucun bachelier Tchadien avant 1962. Il y en a six en 1962, deux en 1963, cinq en 1964, dix-sept en 1965 et dix-neuf en 1966. Le reste des agents de la fonction

leur nombre, mais plutôt par leurs choix politiques autoritaires et dictatoriaux (Castern, 1972). Au début de la révolte de Moubi à Mangalmé, les gouvernants du pays n'ont pas cherché à écouter ces paysans mécontents. Au contraire, ils ont adopté une attitude de fermeté. Le président François Tombalbaye répondit lui-même aux insurgés en ces termes :

*« Tout mouvement contre l'autorité de l'État sera réprimé avec une rigueur jusqu'alors inconnue et dont personne ne semble croire qu'elle soit possible au Tchad »<sup>115</sup>.*

S'appuyant sur cette déclaration, les autorités administratives et politiques du Guéra, relayées par les chefs traditionnels intronisés par la colonisation, projettent la violence dans tous les villages du Guéra. Beaucoup de personnes étaient arrêtées des villages et conduites à Mongo, chef-lieu de la préfecture, où elles étaient ignoblement et publiquement exécutées. Abdoulaye Oumar<sup>116</sup>, maçon à la garnison militaire, décrit les événements en ces termes :

*« Chaque jour, des camions militaires transportaient des hommes arrêtés dans les différents villages vers la garnison militaire de Mongo. A la fin de chaque semaine, le crieur public sillonnait tous les quartiers invitant la population à venir au pied de la montagne, en face de l'Eglise protestante, où se déroulait l'exécution des gens accusés d'être de mèche avec les révoltés. Plusieurs faki (marabouts) étaient dans les vagues parmi lesquels Goni Youssouf, Moussa Djogondi, Zakaria et Hassane Tchaltémé. Avant que ceux-ci ne soient exécutés, on les faisait promener, à travers les rues de la ville, pieds nus, menottes aux mains et accompagnés de quelques éléments de la garde nationale bien armés et du crieur-public dont le son de tam-tam interpellait tout le monde. Arrivés à la place où se passait la sentence, chacun des présumés rebelles, les yeux bandés d'un ruban de couleur rouge, était attaché par une corde en spirale du pied à la poitrine contre un piquet en bois, fixé pour la circonstance. Le peloton chargé de l'exécution esquissait un défilé, puis, après le premier coup de sifflet du chef, chacun des militaires se mettait en position de tir, canon fixé sur une cible et la mission est accomplie au second coup de sifflet. La scène était horrible et révoltante ».*

A cette scène macabre assistaient toutes les autorités administratives, politiques et militaires de la préfecture du Guéra. Les dirigeants tchadiens, sous le régime de Tombalbaye, ont choisi d'étouffer la protestation des Moubi par la terreur et la violence.

---

publique sont des brevetés, des certifiés et des hommes politiques sans référence scolaire. Aujourd'hui, il y a un grand nombre des hauts cadres dans tous les domaines de l'administration, mais le mode de gouvernance demeure encore le même : violence et ostracisme gangrènent l'administration publique tchadienne.

115 Extrait de sa conférence de presse diffusée à la radio nationale tchadienne le 22 novembre 1965.

116 Homme, maçon, âgé d'environ 80 ans, interview réalisée à Mongo le 17 juin 2013.

Ils ont opté pour une communication de violence. La scène décrite ci-dessus sur l'envoi à la mort des présumés bandits, est un message de mise en garde adressé à l'endroit de tous les paysans protestataires et de ceux qui les soutiennent. Profitant de ce processus de violences, les chefs des cantons et les responsables politiques de la région ont opéré une purge au sein de leurs adversaires. Le cas le plus frappant est celui du chef de canton de Moubi, Gadaya, qui a éliminé bon nombre de ses administrés qui revendiquaient leur détachement de son cantonnât. Il était pour beaucoup dans la gestion politique de la révolte paysanne des Moubi (Garoundé, 2003). Abdramane Adam<sup>117</sup>, ressortissant de Moubi Hadaba, exilé à Yaoundé depuis 1970, raconte son amertume :

*« En avril 1968, le chef de canton, Gadaya, accompagné de ses « goumiers », est arrivé à Docha-Kossiate, village où nous vivions. Dès son arrivée, il envoya deux « goumiers » pour chercher mon père. Ils entrèrent dans notre concession sans adresser la salutation à mon père. Ils étaient furieux et intimèrent l'ordre à mon père de se lever et de les suivre. Ce dernier refusa d'obtempérer. Alors ils repartirent sans lui. Peu après, on les voyait revenir en compagnie du chef de canton. Celui-ci se tint à la porte et les « goumiers » entrèrent à nouveau chercher mon père. Quand mon père sortit, il trouva le chef sur son cheval devant la porte. Après un échange de mots, j'ai vu le chef de canton manœuvrer son fusil et tira à bout portant sur lui. Mon père s'écroula et ne se leva plus. Les sangs giclaient de sa bouche et de ses narines. Après l'assassinat de mon père, sous mes yeux, j'ai décidé de quitter le village et je ne suis plus jamais rentrer. C'était en 1968 ».*

La période qui suit l'indépendance du Tchad n'a laissé que des souvenirs funèbres dans la mémoire des paysans du Guéra. Pour les Hadjarai, le mot « Sara » reflète la dictature de cette période. Car, en ce temps-là, le Guéra n'a connu que des préfets<sup>118</sup>, des sous-préfets, des gendarmes, des militaires et des fonctionnaires tous originaires des régions méridionales du pays (Bouquet, 1980). Cette période constitue un point sombre dans les histoires de vie des Hadjarai. Pour se référer à une chronologie d'événements de l'époque, les gens évoquent souvent « *Zamane*<sup>119</sup> Sara », c'est-à-dire pendant le règne des Sara. Les atrocités que ceux-ci avaient commises sur les masses paysannes du Guéra ont impacté sur les rapports sociaux entre les Hadjarai et les Sara. La haine a gagné ces deux communautés ethniques. Cette antipathie a poussé les Hadjarai à basculer, pendant les guerres civiles de 1979-1981, bien que géographiquement au Centre-sud du pays, du côté

---

117 Homme, chauffeur-mécanicien, âgé d'environ 62 ans, entretien réalisé à Yaoundé en décembre 2014.

118 A l'exception de Seïd Boche qui fut nommé Préfet de la région en 1966.

119 « *Zamane Sara* » veut dire en arabe tchadien, le temps de Sara.



des populations nordistes dont les liens historiques ne présagent pas une cohabitation harmonieuse. Jadis considérés comme idolâtres et esclaves (Van Dijk, 2010), les Hadjarai ont de la peine à s'intégrer dans le milieu social des Nordistes. L'histoire semble réagir au sein des certaines communautés ethniques Hadjarai qui ont tendance à débaptiser les noms de leurs ethnies<sup>120</sup> ou rechercher une affiliation historique avec certains groupes ethniques du Nord (Seli, 2013). Les Nordistes ont toujours, à travers l'islam, assimilé les Hadjarai aux Sudistes. Aussi disaient-ils, que les Hadjarai sont des « Kiridi » parce qu'ils pratiquaient la « Margai ». Même si l'islam a connu son essor sous l'impulsion de la rébellion au Guéra (Netcho, 1997 ; Buijtenhuijs, 1987; Fuchs, 1997), il subsiste encore une survivance des pratiques culturelles ancestrales chez les Hadjarai. Ce qui suppose que les liens socioculturels demeurent encore plus forts entre les Sudistes et les Hadjarai qu'entre ceux-ci et les Nordistes (Capril, 1978). Malgré l'influence des événements marquant l'histoire postcoloniale, le sentiment d'affinité entre les Hadjarai et les Sara demeure et se manifeste dans certaines circonstances liées à la vie politique et sociale du pays. Lors de mon séjour à Sarh, beaucoup de mes informateurs me demandaient de quelle ethnie j'étais ? Quand je répondais que j'étais du Guéra, je sentais en eux un sentiment de confiance et de convivialité.

### **I.1.2-Le Guéra au tournant du Frolinat**

Après le régime Sara, les populations du Guéra tombèrent dans leur propre piège. Le Frolinat, qui fut l'émanation de la révolte des Moubi, tourna le dos aux masses paysannes du Guéra et leur infligea la violence qu'il combattait. Les années 1978-1981 sont plus sombres que celles vécues sous le régime Sara (Ngangbé, 1984). Les rebelles, composés d'éléments de la première armée et du conseil démocratique révolutionnaire (C.D.R), chassèrent les autorités légales et administrèrent la région selon leur bon vouloir. Chaque groupe rebelle s'imaginait des lois et des règles qu'il faisait appliquer sans vergogne sur les populations. Les libertés physiques sont totalement bafouées. Le déplacement d'un village à un autre était soumis à un laissez-passer signé et cacheté moyennant quelques

---

<sup>120</sup> Désormais les Djonkor Aboutelfane et le canton Iyal-Nass s'appellent respectivement Migama et Abbassié. Le mot Djonkor signifie en langue ouaddaïenne esclave et le mot Iyal-Nass signifie en arabe tchadien, les enfants des gens, c'est-à-dire des gens sans repère.

sommes d'argent. Dans toute la région, les rebelles ont mis en place des méthodes qui ne se différencient guère de celles employées par le régime précédent : collectes excessives d'impôts, prélèvement à outrance de taxes sur les marchandises, les récoltes, le bétail et hospitalité obligatoire, c'est-à-dire obligation pour les villages de nourrir les rebelles qui s'y établissaient la nuit. Ahmat Ramat<sup>121</sup>, ex-rebelle du Frolinat, décrit la situation dans laquelle vivaient les paysans du Guéra :

*« Le Frolinat, au fil des années, est parvenu à soumettre tous les villages du Guéra sous son autorité. Les forces gouvernementales n'avaient que le contrôle de Mongo, de Bitkine, de Mangalmé et de Melfi. Dans les localités assujetties aux rebelles, les masses paysannes étaient tenues au respect des lois et principes contenus dans le programme de la rébellion. Leur vie quotidienne était strictement contrôlée par les combattants. A la fin de chaque récolte, les cultivateurs versaient un dixième de leurs rendements aux éléments rebelles. Les éleveurs étaient astreints à faire autant. Chaque année, ils donnaient quelques bœufs aux rebelles sous forme de « Zaka » que le coran recommande aux musulmans riches. Tout refus valait des sanctions voire la confiscation entière des troupeaux par les rebelles. Le bétail confisqué est vendu et l'argent est distribué entre les différents groupes rebelles ».*

Les rebelles se sont emparés de la justice. Leur justice ne prévoyait pas la possibilité de faire appel et ne connaissait pas la détention et la prison. Un délit peut être puni de trois façons : l'amende, la peine de mort et le ligotage pendant 14 heures, appelé « arbatachar<sup>122</sup> » en arabe local. Le ligotage était appliqué aux personnes accusées de sorcellerie et aux contrevenants qui ne pouvaient ou ne voulaient pas payer les amendes ; souvent les victimes étaient également battues ou fouettées (Séli, 2013). On faisait aussi avaler des braises aux personnes accusées de sorcellerie. Tout suspect d'espionnage contre eux était condamné à mort et fusillée (Doornbos, 1981). Plusieurs fonctionnaires, enseignants et autres commis de l'administration du régime précédent, jugés pro-français, ont été arrêtés et conduits à 15 km de la ville de Mongo, sur l'axe Mongo-Am-Timan, pour être exécutés. Un de nos informateurs, Mahamat-Saleh Soudou<sup>123</sup> donne le témoignage suivant :

*« La première armée s'acharnait contre tout ce qui était lié à la France. Les combattants de cette branche persécutaient les anciens combattants de l'armée*

---

121 Homme, ex-rebelle du Frolinat, environ 60 ans, interview réalisée à Sahr le 11 septembre 2013.

122 C'est une manière de ramener les bras de l'individu dans le dos avant de les attacher fortement jusqu'à ce que sa poitrine se bombe et devient ronde.

123 Homme, ex-rebelle de CCFAN, reconverti en maçon, âgé d'environ 55 ans, entretien réalisé à Mongo en juin 2013.

*française du Guéra. Ils les arrêtaient et soumettaient à de lourdes amendes, 300.000 FCFA chacun, pour avoir combattu aux côtés des troupes françaises durant la deuxième Guerre mondiale. Tous les adolescents ayant fréquenté l'école française subissaient des humiliations. On leur rasait la tête avec des tisons de bouteilles. On les empêchait de porter des pantalons et des chemises, car, selon les combattants rebelles, ces accoutrements symbolisaient l'impérialisme français. On leur interdisait de s'exprimer en français. Les collégiens étaient obligés de quitter l'école pour rejoindre les troupes d'Hissein Habré à Ati. Les chefs de cantons de Baro, de Niergui et de Mongo ont abandonné leurs villages pour rejoindre aussi d'autres factions rebelles. Les combattants de la première armée ont exécuté beaucoup de fonctionnaires de la région du Guéra. Parmi eux on peut citer M. Mani, directeur du Collège d'Enseignement Général (C.E.G) de Mongo, M. Margai, inspecteur de l'enseignement élémentaire du Guéra, M. Brahim Kaoussate, commis d'administration, M. Brahim secrétaire à la Sous-préfecture, Faki Droup, assesseur à la Sous-préfecture, M. Brahim, agent comptable à la Sous-préfecture ».*

Les chefs de villages et autres gardiens de la tradition (chefs de terre et de culte) ont durement supporté l'administration des rebelles. Devant l'attitude néfaste de ces derniers, ils étaient désarmés. Ils n'ont pu être que les témoins d'une administration dont ils ne comprenaient pas les tenants et les aboutissants. Certains d'entre eux ont payé de leur vie lorsqu'ils avaient réagi contre les humiliations que les combattants rebelles faisaient subir à leurs administrés (Séli, 2013).

### **I.1.3-Les Hadjarai sous l'hécatombe d'Hissein Habré**

Après le règne des tendances politico-militaires, le Guéra est soumis, comme tout le reste du pays, au régime d'Hissein Habré. En effet, la guerre civile de février 1979 a fait voler en éclats l'institution militaire du Tchad. Les soldats Hadjarai de l'armée nationale ont été en majorité incorporés dans les rangs des forces armées du nord (F.A.N) dirigées par Hissein Habré, secondé par Idriss Miskine, originaire du Guéra (Ngangbé, 1984). Outre ce dernier, tous les cadres politiques et administratifs du Guéra, en l'occurrence Ahmat Dadj, Haroun Godi, Issa Dardoki<sup>124</sup> et bien d'autres ont rallié le camp d'Hissein Habré. Cette présence massive des Hadjarai autour de ce dernier a provoqué une vague de répressions sur les populations du Guéra par la première armée. Les fils du Guéra ont contribué arme à la main à la victoire du 7 juin 1982, hissant Hissein Habré à la

---

124 Toutes ces personnalités ont été arrêtées et exécutées par le régime Habré.

magistrature suprême de la République du Tchad. Mahamat Saleh Soudou<sup>125</sup>, ressortissant du Guéra, et qui avait pris une part active à la prise du pouvoir par Hissein Habré, retrace le film de leur aventure dans les FAN et de la marche victorieuse de celles-ci vers la capitale tchadienne :

*« Nous étions dans la première armée, mais nous avons constaté que tous les ressortissants de notre région étaient dans les FAN (forces armées du nord). Alors, nous avons décidé de rallier cette faction. Quand nous avons décidé de partir à Ati où se trouvaient les FAN, nous nous sommes scindés en plusieurs groupes de cinq à six personnes et avons emprunté différentes pistes avec comme point de rencontre Koundjourou, localité située à 35 km d’Ati. Quelques jours après notre départ de Mongo, nous nous sommes tous retrouvés à Koundjourou le 20 avril 1980. Nous avons été accueillis par les responsables des FAN qui nous ont été conduits à Ati avant de nous incorporer dans leurs différentes unités combattantes. Après le repli des FAN d’Ati, nous sommes arrivés à Aramkolé puis à Koulbous où Hissein Habré et Idriss Miskine nous ont rejoints à partir du Soudan. De là, nous avons mené plusieurs combats contre les forces libyennes qui appuyaient les troupes de Goukouni Weddeï et le CDR de Acyl Ahmat Akhabache. Nous avons reçu le soutien du Soudan pour lancer une attaque sur Guéréda. Après la prise de cette ville, nous avons étendu notre contrôle sur toute la partie Est du pays, à savoir les localités d’Adré, d’Abéché, de Biltine, de Koulbous, de Aramkolé, de Wadi-Barite et de Tiné. Durant l’année 1981, nous avons mené plusieurs opérations militaires avec des victoires importantes sur les ennemis. Nous avons récupéré un nombre impressionnant de matériels militaires et nous avons poursuivi la marche sur la capitale le 7 juin 1982. Nous avons chassé Goukouni Weddeï et Hissein Habré prit la tête du pays ».*

La victoire du 7 juin 1982 dans laquelle se reconnaissaient les ressortissants du Guéra, ne leur épargna pas les exactions du régime. Leur malheur commença dès janvier 1984 avec la disparition brutale de leur leader Idriss Miskine, ministre des Affaires Etrangères et numéro deux du régime. Cette disparition laissa une suspicion d’empoisonnement impliquant la main du président de la République<sup>126</sup>. Dès lors, la collaboration entre celui-ci et les cadres Hadjaraï n’était pas au beau fixe (Buijtenhuijs, 1987). Hissein Habré commence à relever les cadres Hadjaraï de leurs fonctions administratives dont Moldom Bada Abbas, préfet du Guéra, accusé de détournement de vivres destinés à la population du Guéra en détresse alimentaire. Il sera emprisonné pendant deux ans puis libéré en

---

125 Homme, ex-rebelle des FAN, environ 60 ans, interview réalisée à Mongo le 15 juillet 2013.

126 Lire le rapport de Human Rights Watch (2013), Plan des morts : le Tchad de Hissein Habré 1982-1990. Web : <http://www.hrw.org/fr>

1986. Peu après sa libération, il fut accusé à nouveau de complot contre la sûreté de l'Etat et les éléments de la garde présidentielle furent envoyés pour l'arrêter chez-lui, au quartier administratif de la capitale. Il réussit à s'échapper après plusieurs échanges de tirs avec les forces de la présidence. Après une médiation initiée par les cadres du Guéra avec à leur tête Haroun Godi, Moldom fut ramené au bercail. Mais cette réconciliation fut éphémère et il rentra à nouveau en 1987 en dissidence contre le régime Habré. Ainsi, commença la chasse aux sorcières contre les Hadjarai sur l'ensemble du territoire du Tchad. Des messages furent envoyés aux autorités militaires de toutes les préfectures pour procéder à l'arrestation des cadres civils et militaires ressortissants du Guéra. Tokemna Yamtengar Baïna<sup>127</sup>, opérateur-radio à la garnison militaire de Sarh, donne son témoignage :

*« Un mercredi à 17 heures, j'ai reçu un message du directeur de transmission militaire ordonnant au commandant de la zone du Moyen-Chari de procéder d'urgence à l'arrestation de tous les éléments Hadjarai. Après avoir transcrit le message, je suis allé le lui remettre notifiant que c'est un message à caractère urgent. Il a remis la transcription que j'ai faite à son secrétaire, Gamané, lui-même Hadjarai, afin de lui expliquer le contenu. Après l'avoir lu, le secrétaire demanda au commandant d'aller aux toilettes avant de revenir lui expliquer le contenu du message. Après les toilettes, Gamané a disparu. C'est ainsi que le commandant, après une longue attente, m'a demandé de lui expliquer. Je lui ai dit que ce message lui demandait de faire arrêter tous les Hadjarai militaires et civils. Entre temps Gamané, le secrétaire, était allé informer le lieutenant Godi et les autres pour prendre leurs dispositions. Quand les militaires arrivèrent chez Godi pour l'arrêter, ils l'ont trouvé avec ses frères Hadjarai bien armés. Des échanges de tirs ont eu lieu, cinq soldats étaient tués. Le lieutenant Godi et une vingtaine d'éléments Hadjarai ont réussi à s'enfuir ».*

La garde présidentielle, composée en majorité de Gourane-Anakaza, ethnie d'Hissein Habré, se déploie dans la région du Guéra et plonge les populations dans une situation de violences inouïes. A Mongo, des enseignants et élèves en majorité ressortissants du village Moukoulou ont été retirés des salles de classes et de l'internat de la Mission Evangélique et ont disparu. Parmi eux figuraient Issa Guemersi, professeur d'Histoire-géographie; Gayo Guémo, professeur d'anglais; Adoum Bani, surveillant général; Nagkousou Dabdoukou, directeur de l'école du centre; Danossou Abba, directeur de

---

127 Homme, ancien militaire, âgé d'environ 77 ans, entretien réalisé à Sido en septembre 2013.

l'école pilote; Gaboyoua, élève en classe de terminale, Aboya et bien d'autres. A ceux-ci s'ajoute l'arrestation du journaliste Saleh N'gaba qui s'était travesti en vulgaire paysan pour la circonstance afin de s'enquérir de ce qui se passait à Mongo. Dans les villages, des massacres à grande échelle ont été commis. A Moukoulou et Mbasira, village natal de Moldom Bada, les éléments de la garde présidentielle, conduits sous la direction de Mahamat Bidon et Hakouma Niamé, respectivement directeur de la D.D.S (direction de la documentation et de sécurité) et commandant de la zone militaire du Guéra, ont fait des carnages sans précédent sur les populations. Le chef de canton Moukoulou, Kabira, excédé par la souffrance de la population, était obligé de se livrer aux éléments de la garde présidentielle pour être exécuté. Les représailles ont contraint les hommes valides à vider les villages pour des destinations incertaines. Les Hadjaraï retiennent du régime Habré que la terreur et la méfiance de l'autre. Car, dans cette machine de représailles, les agents de la police politique (DDS), appuyés par les membres du parti unique, Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution (UNIR) ont semé la terreur et ont fait régner ainsi partout un climat de suspicion au sein de la communauté Hadjaraï ; d'où l'expression « les murs ont des oreilles » est souvent évoquée quand on sent la présence d'une personne étrangère ou d'un frère membre de l'UNIR à côté de soi. Les stigmates du régime Habré dans le Guéra restent indélébiles à travers les charniers laissés aux alentours de la ville de Mongo et de certains villages.

Les Hadjaraï rescapés de la répression ont créé le Mouvement de Salut National du Tchad (MOSANAT) pour combattre le régime Habré. Ce mouvement a pris base à la frontière soudanaise et regroupait tous les cadres politiques et militaires du Guéra en exil. Ils ont ouvert un front militaire à la frontière Est contre les forces gouvernementales. Mais, après plusieurs accrochages avec l'armée soudanaise, Moldom fut capturé et emprisonné par les autorités soudanaises, sous la pression de Habré. Le mouvement Hadjaraï trouva finalement le soutien d'Idriss Déby lorsque celui-ci entra en dissidence le 1<sup>er</sup> avril 1989. Moldom fut libéré par les autorités soudanaises à la demande d'Idriss Déby qui avait négocié le soutien d'Omar Hassan Al-Béchir, président soudanais contre Hissène Habré. Le Mouvement des Hadjaraï se fusionna avec d'autres tendances politico-militaires (l'action du 1<sup>er</sup> avril, le MRPT et le CDR) opposées au régime d'Hissein Habré,

pour donner naissance au Mouvement Patriotique du Salut (MPS) qui va accélérer la chute d’Hissein Habré et porter Idriss Déby au pouvoir le 1<sup>er</sup> décembre 1990.

#### **I.1.4- Les Hadjarai sous la désillusion d’Idriss Déby Itno**

Comme pour le régime Habré, les Hadjarai ont combattu bec et ongles pour porter Idriss Déby au pouvoir. Les combattants Hadjarai, autour du lieutenant Moldom Bada, ont chassé Hissein Habré de la capitale quatre jours avant que le lieutenant-colonel Idriss Déby n’y vienne faire sa déclaration de prise de pouvoir. Mais le mariage entre les Hadjarai et Idriss Déby, se disloque dix mois après la prise de pouvoir. Au matin du 13 octobre 1991, les populations de la capitale se réveillent dans un vacarme de canons. Quelques heures après, Idriss Déby fait une déclaration dans laquelle il accusait les Hadjarai de vouloir renverser son régime. Moldom Bada Abbas, vice-président de la République et plusieurs officiers Hadjarai dont Ibrahim Rias<sup>128</sup>, chef d’état-major de l’armée et deuxième adjoint, furent arrêtés. La chasse à la sorcière à l’encontre des cadres civils et militaires ressortissants du Guéra reprend son cycle comme dans le régime précédent. Quelques officiers militaires Hadjarai en l’occurrence les colonels Kaffine Chadallah et Garboubou Gatchalmé, ont pu échapper aux mailles de la garde républicaine (GR). N’Djamena, la capitale, fut soumise à des fouilles intempestives pour repérer les militaires Hadjarai et procéder ainsi à leur arrestation. Ce jour-là, malheur aux citoyens dont les cartes d’identité nationale portent la mention d’une ville ou d’un village du Guéra. Plusieurs citoyens non ressortissants du Guéra étaient victimes de la barbarie des éléments de la garde républicaine parce qu’ils étaient nés ou avaient fréquenté l’école au Guéra.

Le président Idriss Déby envoie un escadron, composé essentiellement d’éléments zaghawa et arabes, sous le commandement de Adoum Açyl, commandant de l’armée de terre, dans la région pour intercepter les militaires Hadjarai ayant quitté la capitale à la recherche de refuge dans les grottes du massif central. Arrivées dans la région, les forces de Adoum Açyl commettent leur premier massacre à Bitkine où tous les soldats de la localité furent rassemblés au camp et arrosés de balles. La poursuite de la mission fut désastreuse dans toute la région du Guéra. Dans la zone de Melfi où les militaires

---

128 Ibrahim Rias fut exécuté en prison.

Hadjarai se sont repliés après leur départ de la capitale, Adoum Açyl et sa troupe se sont comportés en force d'occupation. Les paysans ont été soumis aux arrestations arbitraires et aux exécutions sommaires. Des villages entiers ont été incendiés et des greniers pleins de mils et autres produits vivriers ont été démolis et leurs contenus brûlés. Hommes, femmes, enfants et vieillards étaient obligés de prendre refuge dans les grottes des montagnes où beaucoup d'entre eux sont morts de faim et de soif. Depuis lors, certains villages ne sont devenus que des vestiges historiques.

Sous le régime d'Idriss Déby, outre les exactions militaires, les populations du Guéra connaissent de nouvelles formes de violences, les conflits interethniques suite à la mauvaise gouvernance. Il faut noter que la gestion des affaires publiques nécessite une administration compétente animée par des agents honnêtes et dévoués. Or, dans la région du Guéra, on est en présence d'une administration très éloignée de ce principe. L'absence de partialité des agents publics dans la conduite de leurs missions, le manque de professionnalisme et autres gabegies administratives, le tout couronné par une impunité au sommet de l'Etat<sup>129</sup> étaient au centre de la gouvernance. Ces défaillances empêchent l'administration d'accomplir efficacement le rôle qui lui est dévolu à savoir : assurer l'ordre et la sécurité des personnes et de leurs biens. Cette faiblesse offre un terrain propice aux conflits interethniques.

L'instauration du multipartisme engagée en 1990, accentue les clivages ethniques. Car les formations politiques ont été créées sur des bases ethniques et tribales. Au Guéra, la Convention des Socio-démocrates Tchadiens (CSDT) de Younous Ibédou, originaire de la région, rassemble en son sein d'abord les Bidio auxquels il appartient, puis viennent les autres Hadjarai et citoyens du pays. Lors des premières élections en 1996, la campagne électorale a été menée sur des bases ethniques et les propagandes électorales n'ont fait qu'élargir les clivages ethniques (Buijtenhuijs, 1997). Dans la circonscription électorale de Mongo, la communauté Dadjo est indexée par les Bidio et les Migami, d'autres communautés ethniques de ladite circonscription, pour son vote massif en faveur du parti au pouvoir. Les querelles politiques se transposent dans les relations sociales et on assiste de plus en plus à des conflits interethniques violents. Ces genres de conflits opposent les Migami aux Dadjo et ces derniers aux Dangléate. Ces conflits à caractère

---

129 Lire Crisis Group, rapport Afrique n° 111, « Tchad : vers le retour de la guerre ? » du 31 mai 2006.



tribal se déclenchent soit par le refus de se soumettre à l'autorité d'une ancienne chefferie traditionnelle dont on dépendait depuis longtemps, soit par une revendication irrédentiste, réclamant de nouvelles limites territoriales, sous prétexte que les ancêtres les auraient occupées avant l'arrivée des Européens. Souvent, les belligérants portaient leurs différends devant les autorités relevant de leur circonscription administrative. Mais, la corruption doublée d'impunité et le manque de professionnalisme influencent les décisions des autorités concernées et les ethnies en belligérance finissent par s'adonner à des effusions de sang. A Mangalmé comme à Mongo et Bitkine, les conflits de ce genre ont fait de nombreuses victimes. La bataille rangée entre les Dangléat et les Dadjo a fait dix morts et plusieurs blessés; Mangalmé a dénombré trois morts et soixante-onze blessés; et dans le département d'Aboutyour, à Bitkine, la bataille rangée entre les Djonkor du Guéra et les Kenga de Séguine a fait onze morts et une vingtaine de blessés. Souvent, les autorités administratives et les chefs des cantons sont mis en cause dans la gestion de ces conflits, mais aucune sanction administrative n'est prise à leur encontre.

## **I.2-Le Moyen-Chari : de sa propre dictature aux rébellions armées**

L'histoire politique du Tchad retient le Moyen-Chari comme le creuset de la dictature postcoloniale. Fort-Archambault, actuel Sarh, chef-lieu de la préfecture, accueille le 19 janvier 1962 un congrès du Parti Progressiste Tchadien (PPT/RDA) au cours duquel le président François Tombalbaye annonça aux leaders politiques de l'opposition la dissolution de toutes les formations politiques, à l'exception du Parti progressiste Tchadien dont il est le secrétaire général. Les chefs des partis politiques de l'opposition accueillent très mal cette décision et l'atmosphère politique s'envenime. Alors François Tombalbaye s'appuiera sur des méthodes répressives pour écraser ses adversaires politiques, même ceux de son propre parti (N'garlejy, 2005).

### **I.2.1-Le revers de l'ostracisme de François Tombalbaye**

Après avoir placé ses proches à la tête des postes stratégiques de l'appareil étatique et du parti unique, François Tombalbaye eut peur de son propre ombre et finit par engager une purge tous azimuts dans son entourage composé en majorité de Sara. A partir de 1963, plusieurs militants et cadres du Parti Progressiste Tchadien originaires du Moyen-Chari

vont subir la répression. Plusieurs vagues d'arrestations se succèdent, emportant Adoum Maurice Hel-bongo, Jacques Baroum, Georges Diguimbaye, Pierre Djimet, Outel Bono, Marc Dounia, Kodbiri Naguet et Sila Selingar, ministres et personnalités influentes du PPT/RDA, tous originaires de ladite région. Accusés de complot contre la sûreté de l'Etat, ils seront jugés et condamnés à perpétuité par un tribunal spécial (Chapelle, 1980). L'état de la répression politique se resserre davantage sur les militants du Moyen-Chari. Kaltouma Nguembang, présidente de l'organisation des femmes du parti, et trente-deux autres femmes seront arrêtées courant 1973. On leur reprochait d'avoir enterré un mouton vivant, représentant le président Tombalbaye, après lui avoir crevé les yeux et récité des incantations en faveur du nouveau chef d'Etat souhaité. Le procès organisé à cet effet les condamne toutes à sept ans de travaux forcés (Ngansop, 1986). Après ces actes politiques, l'impopularité du président Tombalbaye ne faisait point de doute (Decarèn, 1969 ; Magrin, 2001) et l'incertitude semblait hanter son régime. L'armée fut soupçonnée de fomenter un éventuel coup d'Etat et les officiers supérieurs tels que le général Félix-Malloum, chef d'Etat-major général de l'armée tchadienne; le général Negué Djogo, directeur de cabinet militaire du président de la République; et les colonels Djimé Mamari Ngarkinar et Kotiga Guérina, respectivement commandant et adjoint au commandant de la gendarmerie nationale, tous originaires du Moyen-Chari, en font les frais (Bangui, 1980).

Isolé par les siens, François Tombalbaye invente la Révolution Culturelle, calquée sur le modèle politique de l'authenticité de Mobutu Sessé séko, président de l'ex-Zaïre, dans le but de pouvoir effacer ses adversaires politiques et reconquérir la confiance des populations méridionales à travers la renaissance des valeurs traditionnelles qui, selon lui, étaient menacées de disparition par la civilisation occidentale. Visant au départ à reconvertir les mentalités et les habitudes hérités de la colonisation, la révolution culturelle se transforme en un fourneau où seront envoyés tous les hauts fonctionnaires, les gradés de l'armée, les prêtres des églises et les adolescents, originaires des régions méridionales, non pas pour l'initiation au "Yondo"<sup>130</sup> mais pour leur élimination

---

130 Rite initiatique au cours duquel le caractère l'initié est minutieusement étudié en vue de son remodelage selon les normes définies. Ainsi, on apprend aux jeunes le respect des aînés, la maîtrise des impulsions, et aussi à savoir se taire, à ne pas intervenir dans une discussion entre les plus âgés ou supposés tels.

physique et leur endoctrinement au modèle du parti<sup>131</sup>. En brousse où ils vont séjourner pendant plusieurs jours, les initiés subiront des tortures allant de sévices corporelles au lavage de cerveau dans lesquels intervient le gavage à la drogue végétale (Ngansop, 1986). Au cours de l'année 1974, les persécutions ont atteint leur paroxysme. Le Moyen-Chari voyait les fidèles des églises persécutés. Leurs lieux de culte étaient soit incendiés ou démolis, soit simplement fermés. Les dîmes en nature, (céréales) gardés dans les greniers des églises étaient pillés et utilisés pour nourrir les initiés. Pour célébrer les cultes, les chrétiens membres de l'église clandestine utilisaient plusieurs stratagèmes. Certains se retrouvaient à des heures tardives en petit nombre pour prier dans des maisons particulières. D'autres se réunissaient en plein midi dans la brousse, dans les fourrés. Ils cachaient soigneusement leurs livres saints dans leurs poches ou dans leurs sacs car il y avait beaucoup d'espions. Pour éviter toute suspicion, ils changeaient constamment de lieux de prière clandestine allant d'une maison à l'autre ou d'un arbre à un autre (Dingammadji, 2008). Devenue à la fois outil de répression et de propagande politique, la révolution culturelle a stigmatisé la vie des populations du Moyen-Chari avec ses nombreuses victimes, comme le décrit N'gangbé Michel :

*« Des milliers de cadres sudistes prirent alors le chemin de la savane. Jetés dans les mains de sorciers revanchards, beaucoup de pasteurs protestants et de cadres périrent. Certains furent enterrés vivants, d'autres furent mis dans des tam-tams géants dans lesquels tapaient des batteurs (anciens initiés) jusqu'à ce que mort s'ensuive »<sup>132</sup>.*

### **1.2.2-Le Moyen-Chari à l'épreuve de la guerre civile et des répressions militaires**

Après les persécutions du régime Tombalbaye, le Moyen-Chari connaîtra des violences atroces suite à la guerre civile du 12 février 1979. Le retrait de la capitale de l'armée nationale, constituée majoritairement de Sudistes, occasionnera des massacres d'une grande ampleur des populations civiles ressortissants du Nord vivant à Sarh, Koumra, Moïssala et Maro. Ceci en réponse aux carnages et pillages des biens dont ont été victimes les ressortissants sudistes dans la capitale et les autres préfectures du Nord. Une des victimes de ces atrocités rapporte l'événement :

---

131 Archives d'Afrique du janvier 2013, émission réalisée au Tchad par Radio France Internationale (RFI).

132 M. N'Gangbet, *Peut-on encore sauver le Tchad ?* Paris, Karthala, 1984, p.21.

*« La guerre du 12 février 1979 avait donné l'occasion à nos hôtes de nous attaquer un mercredi à cinq heures du matin à Maro. Ce jour-là, les Ngama avaient d'abord empoisonné les puits d'eau avant de se lancer contre nous. Au premier jour de l'attaque, ils avaient tué 172 musulmans, hommes, femmes, garçons, filles et enfants confondus. Certaines victimes étaient jetées vivantes dans des puits d'eau empoisonnés. Moi qui vous parle, j'ai été blessé à la jambe. À 19 heures, Nous avons fui Maro par la forêt en direction de la République centrafricaine. Après notre retour en 1981, nous avons trouvé la situation toujours tendue entre les musulmans et les Sara. Entre 1982-1986, les régions du sud ont connu des mouvements de rébellion. Les codos (rebelles sudistes) ont rendu la vie difficile aux musulmans. Ils organisaient des embuscades sur les routes pour dérober les passagers et les musulmans étaient brûlés vifs dans leurs véhicules. Dans la ville de Sarh régnait une sécurité relative mais dans les sous-préfectures de Koumra, Moïssala, Maro et les villages environnants, il était impossible qu'un nordiste ou musulman puisse s'installer et vivre. Il a fallu que le colonel Kamougué se réconciliât avec Hissein Habré pour que sécurité revienne dans le sud du Tchad »<sup>133</sup>.*

En 1982, à la prise du pouvoir par Hissein Habré, le Comité permanent qui avait dirigé les cinq préfectures du Sud pendant la guerre civile, se transforma en rébellion armée contre le nouveau régime tchadien. Dans toutes les préfectures méridionales, les éléments des ex-forces armées tchadiennes (FAT), appuyés par des comités d'autodéfense et sous la conduite du Lieutenant-colonel Kamougué, se constituent en rébellion et opèrent en brousses. Pour saboter le gouvernement de N'Djamena, ils se livrent à des attaques et des pillages sur les routes desservant les localités tenues par les forces gouvernementales. Le Moyen-Chari est soumis aux opérations des « codos<sup>134</sup> rouges », une faction des rebelles sudistes, sous le commandement du colonel Kotigua Guérina, qui contrôlent les territoires de Sarh, Kyabé, Koumra et Maro. Ces rebelles, par leurs actions malveillantes, ont paralysé toutes les activités économiques de la région. Ils empêchaient non seulement les paysans de produire du coton, principale rente du trésor national, mais bloquaient également le transport sur tous les axes de la région par leurs attaques fréquentes sur les camions et les passagers. Mathias N'gardoum<sup>135</sup>, un des ex-rebelles sudistes, explique comment ils faisaient pour intercepter les camions :

---

133 Homme, commerçant, âgé d'environ 65 ans, entretien réalisé en septembre 2013 à Sido.

134 Le terme « codo » est l'abréviation du mot commando.

135 Homme, ex-codo, âgé d'environ 67 ans, entretien réalisé à Sahr en novembre 2014.

*« Notre spécialité était de subtiliser les véhicules chargés de passagers. Comme à cette époque-là, le conflit avait un caractère régional nord/sud, nous soustrayions les passagers nordistes pour les exécuter, parfois nous les ligotons et les brûlions vifs. Toute voiture dérobée appartenant à un nordiste est systématiquement incendiée. Pour subtiliser les camions, nous mettions en avant des éléments perchés sur les arbres et à une distance de près d'un kilomètre. Ces éléments nous alertaient par un signal de tir pour lancer l'assaut sur le camion. Pour réussir l'opération, le tireur visait le chauffeur. Souvent, la première victime était le chauffeur. Une fois que ce dernier était atteint, la voiture s'arrêtait. On obligeait les passagers à se coucher sur le ventre, puis on procédait aux fouilles. Après avoir été spoliés de leurs biens, ils étaient identifiés. Tous les passagers nordistes étaient exécutés. Nous avons fait cela pendant plusieurs années ».*

Pour mettre fin au sabotage des « codos », les forces gouvernementales ont entrepris, entre 1982-1986, plusieurs campagnes militaires de grandes envergures aux conséquences désastreuses pour les populations civiles du Moyen-Chari. Des représailles sanglantes ont été opérées dans tous les villages. Les sous-préfectures de Maro et de Moïssala étaient vidées de leurs habitants. Les forces gouvernementales ont réquisitionné des chevaux auprès des éleveurs arabes, résidents dans la région, pour patrouiller dans les villages. Ils décimaient tout sur leur passage : quand ils encerclaient les villages, ils tiraient sur les toits en chaumes des cases et arrosaient de balles hommes, femmes, enfants, vieillards, chiens, chats, chevaux, ânes, cochons, moutons, chèvres, coqs et poules qui fuyaient l'incendie. C'est ainsi que les forces d'Hissein Habré ont décimé les populations paysannes du Moyen-Chari, comme l'explique Koumto Maïdara<sup>136</sup> :

*« Je suis paysan natif de Danamadji et je vis à Sido depuis dix ans. Durant les troubles de 1983-1986, nous avons fui le village pour nous cacher en brousse pendant plusieurs mois. Nous avons abandonné nos champs et toutes autres activités. Les militaires du gouvernement nous tuaient. Quand ils arrivaient dans les villages, ils tiraient sur tout ce qui bougeait, même sur les oiseaux, car on leur a dit que les « codo » se métamorphosaient et se déplaçaient. Tous les villages étaient incendiés par l'armée d'Hissène Habré. Même l'élevage des petits ruminant n'existe pas, le cheptel, la volaille ont été brûlés. Dans les villages, il ne restait que les ruines, les traces des maisons ».*

A Sarh où le quartier général de la répression a été établi, la chasse aux fonctionnaires civils et militaires fut entreprise par la garde présidentielle qui avait investi toute la région. Les commissaires de police, les enseignants et autres collaborateurs dans

---

136 Homme, paysan, âgé d'environ 60, entretien réalisé à Sido en septembre 2013.

l'administration, originaires de la région, ont enduré l'humiliation et la persécution du régime pendant toute cette époque-là. Ces cadres n'avaient que deux choix pour sauver leur peau : soit ils prenaient le chemin de l'exil (comme l'ont fait beaucoup vers la République centrafricaine), soit ils rejoignaient les rebelles en brousse. La presse internationale n'a pas manqué de brosser dans ses colonnes la situation dramatique dans laquelle était plongée la région du Moyen-Chari. Elle présentait le Moyen-Chari comme une zone vidée de la plus grande partie de sa population (AFP, 21 décembre 1984). Ahmat Nahor Nganara,<sup>137</sup> qui fut nommé préfet de la région en 1984, fait le témoignage suivant :

*« Il y avait la terreur dans le Sud. Les gens restaient pendant six mois dans la brousse, dans la misère, sans nourriture ni rien. Même les personnalités vivaient en cachette dans leur maison pendant plusieurs mois, par peur d'être tuées. Vers 17 heures, tout le monde s'enfermait et se barricadait. Les intellectuels étaient même partis en brousse pour dormir dans les manguiers. La nuit, on pillait les villages. On confondait tous les villageois avec les « codos ».*

Entre 1997 et 2005, deux mouvements rebelles ont essayé de voir le jour dans la région, mais sans succès. Docteur Nahor Gaourang Mahamoud, médecin de formation et le colonel Djibrine Dasser, tous originaires du Moyen-Chari, après leurs dissidences contre le régime de Déby, ont pris refuge dans la zone, mais l'expérience du passé a empêché les populations locales de collaborer avec eux. Docteur Nahor Gaourang, sous la pression des forces gouvernementales, est parvenu à traverser la frontière centrafricaine où il n'a pas reçu la bienveillance des autorités de Bangui. Après avoir été en errance infructueuse aux frontières soudano-centrafricaines, dépourvu de tout soutien, il a fini par regagner le bercail suite à l'accord qu'il a signé avec le gouvernement tchadien. Quant au colonel Djibrine Dasser, il a été livré aux forces gouvernementales par les siens pour épargner la région des représailles militaires. Après son arrestation, il a été jugé, condamné et conduit à la prison de Moussoro. Il mourut peu après sa libération.

### **I.2.3-Le Moyen-Chari face aux conflits intercommunautaires**

Sous le régime d'Idriss Déby Itno, même si les derniers mouvements rebelles n'ont pas occasionné de violences militaires sur les populations comme par le passé, le Moyen-

---

137 Lire le rapport de Human Rights Watch (2013), Plan des morts : le Tchad de Hissiène Habré 1982-1990. Web : <http://www.hrw.org/fr>, p. 306-307.

Chari connu, ces dernières décennies, une résurgence de violences intercommunautaires. Celles-ci trouvent leur justification dans une administration locale truffée d'agents issus du clan du chef de l'Etat, à majorité analphabète qui, parfois ignorant le principe du droit, exploitaient ce genre de conflits pour leurs intérêts égoïstes. Le manque de transparence dans la gouvernance locale et la possibilité de répression sévère conduisaient aussi à l'abus de pouvoir des responsables administratifs et militaires. Ces derniers intervenaient non pas pour instaurer l'ordre et rendre justice aux justiciables, mais avec l'intention de démunir les parties fautives. Les conflits agriculteur-éleveur sont devenus une véritable opportunité pour enrichir les Préfets, les Sous-préfets, les commandants des postes de brigade, les chefs de postes de contrôles routiers et leurs collaborateurs. L'exemple le plus illustratif est celui du compagend Chérif Hagggar à Moïssala dont Nadjibaye Tatola, député de ladite circonscription, dénonce les exactions sur les populations en ces termes :

*« Ce compagend a foulé aux pieds toutes les lois républicaines. Il manquait de respect aux autorités administratives et judiciaires. Il était à la fois préfet, juge, douanier bref il était tout à la fois et faisait sa loi. Suite à la terreur qu'il a semée, la région est aujourd'hui vidée de tous ses bras valides, amenuisant ainsi sa production économique, notamment agricole. Un exemple patent est le départ massif des éleveurs vers la RCA. Le compagend a créé des prisons parallèles, instauré des amendes arbitraires, la justice parallèle, la raquette de la population. Pour lui, il n'y a aucune loi autre que celle que lui-même imposait. Pour lui, ni la constitution, ni le code pénal ne sont valables. Il décide, vous exécutez. Un point, c'est tout»<sup>138</sup>.*

A Sido, depuis l'érection de ladite localité en sous-préfecture, les communautés N'gama et Luto se trouvaient en conflit ouvert, car les limites qui séparaient Maro de Sido étaient litigieuses. Le chef de canton de Maro, monsieur Tégouina, revendiquait certains villages luto. Mais les responsables administratifs et militaires de la circonscription ne résolvaient pas le différend laissant ainsi les deux communautés dans une situation de belligérance. A Sarh, les échéances électorales ont réveillé les conflits intercommunautaires latents. Certains groupes ethniques, Sara-Kaba et Daï, rencontraient des difficultés d'intégration sociopolitique dont les conséquences impactent sur leurs droits politiques dans la commune de Sarh.

---

138 Le Temps n°548 du 05 au 11 décembre 2007, p. 8.

De tout ce qui précède, le Guéra et le Moyen-Chari illustrent toutes les pratiques dictatoriales par lesquelles les dirigeants politiques postcoloniaux estimaient s'approprier du pouvoir. En somme, les répressions politiques et les représailles militaires, animées par des agents en majorité appartenant au clan des Présidents qui se sont succédé à la tête de l'Etat, constituaient les principales méthodes de gouvernance au Tchad. Ces méthodes politiques et administratives s'appuyaient sur un ostracisme clanique, ethnique et tribal qui se manifestait à travers toutes les structures de l'appareil étatique inféodant ainsi la conduite des pouvoirs publics aux régimes politiques. Par conséquent, beaucoup de Tchadiens ont cru aux armes, non pas pour une révolution, mais pour s'accaparer du pouvoir et jouir ainsi de ses avantages et privilèges; d'où la floraison des mouvements rebelles. Ces mouvements rebelles, dans leurs luttes pour le pouvoir, intègrent la communication dans leurs stratégies militaires. Cependant, elle se déploie sous diverses méthodes sans écarter les violences sur les populations.

## **II- Les méthodes de communication des forces en présence**

La communication des forces rebelles comme celle des forces gouvernementales est constituée d'un assemblage de méthodes caractérisées par la propagande politique et d'autres moyens permettant la transmission de l'information. Ces moyens se composent de moyens naturels, humains et techniques. La propagande politique sert à la communication des masses, par contre la forêt, les activités commerciales, l'écriture et les membres du corps humain sont utilisés pour la communication du groupe ou la communication interne. En fait, les manières par lesquelles les forces rebelles et les militaires gouvernementaux communiquent fonctionnent en réseau avec une forte implication des masses paysannes, des leaders religieux et des personnalités influentes au sein des communautés ethniques. Au Moyen-Chari comme au Guéra, les méthodes de communication des forces en présence sont presque identiques.

### **II.1-La propagande politique**



Elle se déploie par des méthodes peu différentes. Les « ladjana », les danses et les chansons constituent les méthodes de propagande par lesquelles les rebelles parviennent à acquérir le soutien des masses paysannes et à galvaniser les jeunes campagnards à rejoindre leurs rangs. Par contre, les meetings populaires et les communiqués radiodiffusés constituent les outils par lesquels le gouvernement mobilise ses partisans.

### **II.1.1-Les rebelles à la quête d'une audience populaire**

Dans tous les villages, les rebelles du Frolinat avaient des représentants, les « ladjana » dont la mission est de recueillir des informations sur les actions du gouvernement et de répandre le programme révolutionnaire de la rébellion parmi la masse paysanne. Le message qu'on prêche est celui d'une forte mobilisation contre un régime dominé par des « kirdi », c'est-à-dire des mécréants (Bouquet, 1980). Pour diffuser leur message et galvaniser les jeunes villageois, ils organisaient des veillées dansantes lors desquelles les chanteuses, « hakamate » ne font que vanter la prouesse des éléments rebelles et inciter les jeunes à aller en rébellion. Ainsi, les villages sont devenus les lieux récréatifs nocturnes des rebelles. La présence de ces derniers, lors des soirées dansantes, est en elle-même une campagne incitant les jeunes campagnards à grossir le rang de la rébellion. À travers les danses et les chansons, le Frolinat a pu répandre son idéologie et obtenir l'adhésion entière des masses paysannes. Celles-ci sont devenues un support indispensable pour la lutte que mène le Frolinat contre le régime de François Tombalbaye. Abdramane Attor<sup>139</sup>explique l'efficacité de la danse et des chansons pour la propagande révolutionnaire :

*« Durant toute la période de notre lutte, les populations paysannes étaient à nos côtés. Nous avons sympathisé avec elles à travers la danse, car la danse est synonyme de paix et de liberté pour lesquelles nous sommes prêts à mourir. Par les chansons, les messages sont facilement répandus parmi la masse. Les thèmes des chansons portaient sur nos victoires sur les "kirdi", sur les bravoures et les courages de nos combattants. Les noms des chefs rebelles sont toujours évoqués en référence à la bravoure et aux batailles remportées. Pour ovationner les chanteuses, nous mettions des billets de banque sur leurs figures et les combattants nous suivaient avec des tirs en l'air. Ainsi, il y a eu une forte mobilisation des jeunes dans la lutte de libération. À un moment donné, nous avons constaté que les*

---

139 Homme, ex-rebelle du Frolinat, âgé environ 68 ans, entretien réalisé en juillet 2013 à Mongo.

*jeunes s'étaient tous entrés dans les rangs de la rébellion, même ceux qui n'avaient pas encore l'âge et la force de tenir une arme ».*

Les chants patriotiques, à connotation religieuse et identitaire, dominaient le contenu de la propagande au sein même de la rébellion. Lors des combats, les rebelles entonnaient des chansons et poussaient des cris pour braver la résistance de l'ennemi. Les cris que lancent les combattants rebelles pendant le combat sont aussi une manière de communiquer. Ces cris annonçaient, pour les combattants rebelles, non seulement l'intensité du combat mais les rassuraient sur leurs bonnes postures devant l'ennemi et montraient que la victoire était proche. Ci-dessous Abdel-Kérim<sup>140</sup> donne l'exemple d'un chant patriotique qu'il avait entonné en 1968, lors de la bataille de Kindji, localité située dans le territoire de Dababa :

*« Aujourd'hui, c'est notre jour, la mort est difficile,  
Mais Haoua, les jeunes se sont décidés,  
Aujourd'hui, nous buvons du sang,  
Aujourd'hui, c'est le jour de prouver notre refus au pouvoir des "Kirdi",  
Aujourd'hui, la déroute des "Kirdi" est certaine,  
Aujourd'hui, les oiseaux becquêteront la chair humaine,  
Aujourd'hui, c'est le jour de calciner les mécréants,  
Aujourd'hui, c'est le jour de la victoire,  
Il n'y a qu'un seul Dieu, Mohammed est son Prophète,  
Et avec son aide, nous gouvernerons le Tchad ».*

Certes, à travers les danses, les chansons et les « ladjana, les rebelles ont pu avoir une audience parmi les communautés rurales. Mais ces méthodes de communication ont aussi entraîné des violences sur les jeunes campagnards qui, pour des raisons personnelles, n'avaient pas intégré le rang des rebelles. Les jeunes filles et garçons ont vécu ces moments de tams-tams, de chansons patriotiques et de you-yous dans une alternance de joies et de douleurs. Les rebelles convoitaient les jeunes filles et celles-ci n'avaient pas le choix. Tout refus exposait leurs parents à une fausse accusation qui servirait de prétexte au prétendant rebelle pour les réprimer. Quand un jeune garçon du village et un rebelle convoitaient une même fille, le premier était obligé d'abandonner le village de peur d'être persécuté. En ces temps-là, les belles filles et femmes appartenaient aux combattants rebelles. Beaucoup d'hommes ont abandonné les villages avec leurs familles pour

---

140 Hommes, ex-rebelle du Frolinat, âgé environ 82 ans, entretien réalisé en janvier 2015 à Mongo.

s'installer dans les agglomérations urbaines. Les victimes de cette situation sont nombreuses. Mahamat Nourène<sup>141</sup> rapporte la situation :

*« Un jour, dans notre village, Am-khalbate, situé à cinq kilomètre de Mongo, nous avons accueilli un groupe rebelle aux environs de dix-sept heures. Le chef de la bande s'appelait Rihéou. Il invita les jeunes du village à organiser une veillée dansante pour agrémenter la soirée. Aussitôt, le président de la jeunesse a fait répandre la nouvelle par le son de tam-tam. Après avoir servi à manger à nos hôtes, nous avons commencé à danser « Guissésse » jusqu'à l'aube, ensemble avec les combattants rebelles. La soirée s'est bien terminée. Mais, deux jours après, trois combattants rebelles étaient revenus tard la nuit enlever un jeune du nom de Hassan nouvellement marié. Ils l'ont conduit dans le ravin de la rivière pour le fusiller. Un mois plus tard, un de ses combattants est revenu demander la main de la veuve. Tout le village savait que le prétendant était l'assassin de l'ancien mari, mais personne n'osait le dire et les parents ne pouvaient pas lui refuser la main de la veuve de peur d'être les prochaines victimes ».*

La propagande politique des rebelles excluait les meetings populaires. Les chefs rebelles préféraient des rencontres restreintes avec les chefs religieux et les personnes influentes au sein des communautés ethniques. Durant les trois années de règne à Mongo, les autorités rebelles n'ont organisé que quatre meetings populaires, trois meetings à la place de l'indépendance et un autre sur l'esplanade du bureau politique national (BPN), à l'endroit où se trouve l'actuel bureau de la commune de la ville. Les rencontres avec ces personnalités ethnico-religieuses se tenaient généralement les nuits. Les messages des autorités rebelles étaient transmis à ceux-là qui, à leur tour, les transmettaient à leurs communautés respectives. Ce fut souvent dans les mosquées, après les prières, que les imams livraient les communiqués des autorités rebelles à leurs fidèles. Le caractère religieux et identitaire a toujours dominé le contenu de la propagande politique du Frolinat (N'gangbé, 1984). Depuis la guerre civile de 1979, les mosquées étaient considérées comme des lieux propices à la propagande politique. En 2008, lors du passage des forces rebelles dans la commune de Mongo, leur porte-parole Abdramane Koulamallah, accompagné de Karim Bori, vice-président d'une faction de la coalition rebelle, était allé assister à la prière du vendredi à la grande mosquée de la ville. A la fin de la prière, Koulamallah avait pris la parole invitant les populations à reprendre leurs

---

141 Homme, paysan, âgé environ 67 ans, entretien réalisé en janvier 2015 à Mongo.

activités et demandant leur soutien pour renverser, selon lui, le régime injuste d'Idriss Déby.

### **II.1.2-Les meetings populaires et les communiqués radiodiffusés**

Ce sont les méthodes par lesquelles se déploie la communication du gouvernement. À travers le parti unique, les populations des villes sont rassemblées à la place publique pour des meetings de mobilisation contre les agresseurs et les ennemis de la nation, comme on appelait les rebelles. Lors de ces meetings, le chef de l'Etat était souvent représenté par les chefs des unités administratives qui, dans leurs discours, n'hésitaient pas à dire à l'auditoire ceci : « *le chef de l'Etat, empêché par ses multiples occupations, m'a chargé de le représenté ici* ». Sous tous les régimes qui se sont succédé au Tchad, le pouvoir a souvent impliqué les chefs religieux dans sa propagande politique. Le Président François Tombalbaye a souvent rencontré les chefs de la communauté musulmane de Sarh pour leur expliquer la situation politique du pays et leur demander de transmettre son message à leurs coreligionnaires, comme le témoigne Abba Ali<sup>142</sup> :

*« De 1968 à 1974, le président Tombalbaye nous a plusieurs fois invités dans son palais, ici à Sarh, pour nous parler de la situation politique du pays. Il nous a dit que sans la paix, on ne pouvait même pas faire la prière à la mosquée, sans la paix, aucune activité n'était possible. Il nous a demandé de dire à nos frères du Nord résidant à Sahr de ne pas s'inquiéter, que rien ne leur arriverait. La révolution culturelle ne les concernait pas. C'était une affaire des autochtones qui avaient manqué l'initiation à leur adolescence. Il nous a demandé de désigner quelques personnes parmi nous pour faire partie de la délégation qui irait rencontrer les opposants du Frolinat se trouvant à Bangui et désirant revenir au bercail. À la fin de chaque rencontre, le président Tombalbaye nous remettait un chèque de 500 000 FCFA pour organiser des prières pour la paix ».*

Sous le régime d'Hissein Habré, la propagande politique a pris de l'ampleur à travers le parti unique, Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution (UNIR) dont les organes impliquaient toutes les composantes socioprofessionnelles du pays à la propagande politique. L'implication de toutes les couches de la population dans l'organisation du parti a joué un rôle important pour la mobilisation des masses. Le jour où se tenait un meeting, toutes les activités socioprofessionnelles étaient suspendues. La

---

142 Homme, commerçant, âgé environ 99 ans, entretien réalisé en septembre 2013 à Sahr.

mobilisation populaire était souvent agrémentée par l'animation musicale du « group choc », un groupe d'animation politique du parti composé de jeunes filles et garçons dont l'âge variait entre 17 à 20 ans. Ces jeunes sont très actifs dans la propagande politique, ils chantaient les louanges du président et de son parti, la façon dont il incarnait les valeurs guerrières et salvatrices ainsi.

Quant à la radio, elle diffusait avant tous les journaux parlés un extrait du discours du chef de l'Etat. Elle diffusait à tout moment des communiqués des organes du parti, des communiqués de remerciements et de félicitations adressés au chef de l'Etat pour avoir accompli telle ou telle œuvre en faveur de la nation. Elle galvanisait les forces armées en émettant des musiques militaires et des chansons guerrières. Pendant la guerre civile, le colonel Kamougué, président du comité permanent du Sud, a jugé nécessaire de créer une radio à Sarh en 1981 en réaction à la radio d'Abéché. Celle-ci diffusait des messages de propagande contre les populations sudistes. Ce fut une radio émetteur-récepteur militaire que les techniciens ont transformé en radio diffusion régionale. Elle fut logée à l'enceinte de la gendarmerie, située non loin de l'hôpital central de la ville. Ses émissions étaient diffusées en langues française, en sara, en n'gambaye et en tounnia et portaient sur le fédéralisme. Des chansons guerrières étaient relayées en longueur de journées appelant les populations sudistes à la résistance contre les Nordistes. A travers la radio, des orientations étaient données aux comités de défense (milices villageoises) installés dans les villages. A partir de 1982, à la prise de la ville de Sahr par les Conseil de Commandement des Forces Armées du Nord (CCFAN) d'Hissein Habré, la radio Sahr devint une radio du gouvernement. Mais les journalistes ont eu beaucoup de difficultés pour accomplir leur métier, comme l'explique Kindjao Gai<sup>143</sup>, un des journalistes qui travaillaient à la radio depuis sa création :

*« À partir de 1982, nous, les journalistes, étions entre le marteau et l'enclume. Les rebelles « codos » du sud étaient très hostiles aux journaux que nous diffusions. Ainsi, pour préparer le journal, la conférence de rédaction étudiait tous les aspects relatifs à l'information avant d'autoriser le journaliste à diffuser. Les rebelles étaient partout dans la brousse et avaient des informateurs en ville. Ils venaient la nuit s'enquérir des renseignements. En 1986, j'étais nommé inspecteur de l'information à la radio. Parfois, quand on voyageait avec le Préfet dans les sous-*

---

143 Homme, journaliste, âgé environ 67 ans, entretien réalisé en septembre 2013 à Sarh.

*préfectures, nous étions tenus de garder au secret notre itinéraire de peur que les rebelles n'en soient informés et qu'ils nous tendent une embuscade ».*

La propagande politique servait aux rebelles comme au gouvernement à propager leurs programmes et acquérir l'adhésion des masses populaires à leurs luttes. Cependant, pour leur communication interne, les rebelles et le pouvoir utilisaient divers moyens pour se transmettre les informations.

### **II.2.3-La communication interne des rebelles et du pouvoir**

La quête perpétuelle de renseignements et la nécessité d'une concertation permanente imposaient aux forces en présence l'usage de divers moyens de communication. A cet effet, l'écriture, les activités commerciales, la forêt et l'homme en question étaient insérés dans les moyens par lesquels les rebelles/le pouvoir communiquaient.

#### **II.2.3.1-Les lettres et les activités commerciales**

Les rebelles échangeaient des lettres pour se transmettre les informations entre eux. Les échanges d'informations par des lettres écrites en français ou en arabe selon le milieu faisaient partie des moyens par lesquels les rebelles communiquaient entre eux. Les personnes chargées de transmettre ou de recueillir des renseignements auprès des complices rebelles résidents en villes venaient en milieu de nuit et repartaient à l'aube. Elles arrivaient directement chez la personne à qui elles devaient transmettre ou recevoir un message. Elles ne devaient pas du tout rendre visite à une connaissance se trouvant dans la même ville. Seule la personne à qui a été destiné le message devait savoir l'arrivée de l'informateur. Selon Abderrmane Attor, cette méthode de communication était copiée sur le modèle de la révolution algérienne. Les lettres destinées à la rébellion étaient cachées dans des sacs remplis de denrées alimentaires, dans des endroits les plus intimes et parfois enfilées dans les ceinturons des culottes ou pantalons. Généralement, les personnes chargées de chercher ou d'emmener les lettres venaient les jours où se tenaient les marchés hebdomadaires. Baïne<sup>144</sup>, qui avait été un messager des rebelles explique :

*« Nos informateurs se rendaient pendant la nuit dans nos bases pour nous livrer des renseignements. Parfois, nos chefs nous envoyaient également vers eux pour*

---

144 Homme, ex-rebelle du Frolinat, âgé environ 60 ans, interview réalisée à Mongo en mars 2014.

*recueillir des informations. C'était dans ces cas que les informateurs nous confiaient des lettres pour nos chefs. Ces lettres étaient écrites en arabe. Les rédacteurs utilisaient l'encrier du marabout (Daoyayé) et la plume (Ghalam) qu'eux-mêmes fabriquaient à l'aide de tige de mil. Nous ignorions le contenu des correspondances qui nous étaient confiées, car nous ne savions pas lire en arabe. Quand on venait chercher les lettres, nous arrivions tard la nuit à la veille du jour où se tenait le marché hebdomadaire de la localité et nous rentrions le soir quand les paysans regagnaient leurs villages. Ainsi, nous nous mêlions à eux pour tromper la vigilance des forces gouvernementales. La communication était très difficile. L'information mettait du temps avant d'arriver à destination. Parfois l'envoyé mettait une à deux semaines avant d'atteindre le lieu où il devait remettre la lettre ».*

Quant aux rebelles du Sud, pour recevoir ou livrer des informations à leurs complices vivant en villes, ils utilisaient aussi des lettres. Les éléments « codos » s'infiltraient dans les villes pour s'enquérir de la situation. Les transmissions des informations et des lettres étaient confiées aux enfants combattants. Houya<sup>145</sup> raconte son expérience :

*« Comme j'étais très jeune à cette époque-là (j'avais à peine 14 ans) les rebelles m'utilisaient comme éclaireur. Quand nous nous approchions d'un village, ils m'envoyaient pour explorer. C'était seulement quand je revenais qu'ils s'y rendaient. Parfois je venais la nuit à Kassai, dans la ville de Sarh, pour recueillir des informations auprès de nos complices et sympathisants. Pour ces missions, quelques éléments m'accompagnaient souvent jusqu'à l'entrée de la ville. Arrivé à Sarh, j'étais hébergé chez un vieux ancien combattant de l'armée française au quartier Kassai. Durant mon séjour en ville, je sillonnais les cabarets et autres endroits de retrouvailles populaires. J'y recueillis des informations auprès des consommateurs d'alcool traditionnel et autres gens qui parfois soulevaient des débats relatifs à la situation militaire du Moyen-Chari. C'est de cette façon que je parvenais à donner des renseignements sur la position de l'armée gouvernementale. Ainsi, nous étions au courant des mouvements de l'ennemi. Je portais des lettres destinées aux parents des rebelles et quand je repartais, je quittais la ville autour de 13 heures, car à cette heure-là la plupart de services fermaient leurs portes et le personnel était en repos. Le point de rencontre avec mes compagnons était fixé d'avance, généralement non loin d'un axe routier et la rencontre se faisait souvent à l'approche du crépuscule ».*

### **II.2.3.2-Les autres moyens de communication des rebelles**

---

145 Homme, rebelle « codo », âgé d'environ 49 ans, entretien réalisé à Sahr en février 2014.

Les rebelles sudistes ont fait usage aussi de matériels de transmission militaire. Les radio-messages ont été utilisés pour échanger les informations entre les différents groupes. Par ces radio-messages, les rebelles propageaient facilement l'information et toute la zone était alertée dès qu'il y avait des mouvements des troupes gouvernementales. C'est de cette façon que les rebelles ont tenu en échec les troupes ennemies. Ces groupes rebelles du sud ont exploité la forêt non pas comme moyen de communication, mais comme moyen de camouflage des combattants. Les combattants rebelles se dissimulaient dans les feuillages d'arbres pour surprendre les troupes gouvernementales. Alors que les rebelles du Frolinat intégraient la forêt dans leurs méthodes de communication, en ce sens qu'elle ne servait pas seulement de refuges pour les combattants rebelles, mais constituait aussi pour eux un moyen de communication du groupe. En effet, après avoir pénétré dans une forêt suite à une débâcle, les rebelles provoquaient, juste après leur passage, un incendie pour deux raisons. La première consistait à faire disparaître les empreintes de la troupe pour empêcher que l'ennemi ne puisse continuer la poursuite. La seconde était une stratégie visant à créer un point de repère pour le regroupement des combattants éparpillés. Ahmat Ramat<sup>146</sup> explique :

*« Au cas où nous étions dispersés après un combat, dans notre fuite, nous provoquons un incendie non seulement pour faire disparaître nos empreintes, mais aussi pour signaler notre présence dans la zone. Ainsi, les éléments dispersés allaient graviter aux environs du milieu incendié afin de pouvoir reconstituer la troupe. Nous avons acquis cette expérience lors de notre combat de Maï-Ayich, une localité située entre Mangalmé, Aboudeïa et Am-dam. Après deux heures de combat avec les forces gouvernementales, nous nous sommes repliés dans la forêt, nous l'avons incendiée et de cette façon les forces gouvernementales ont cessé de nous poursuivre. Vingt-quatre heures après, un à un, la troupe est reconstituée à moins de cinquante kilomètres de là ».*

Dans certaines conditions d'une extrême contrainte, les rebelles utilisaient les membres et les autres organes du corps humain tels que le cou, les bras, la tête, les épaules pour s'identifier dans un groupe hétéroclite. En effet, lorsque les rebelles se trouvaient dans un endroit où il y avait des personnes suspectes, la communication se faisait à travers des gestes. Par ces gestes que les uns et les autres exécutaient dans un système codé, les éléments du groupe se comprenait et se retirait un à un de la masse pour se concerter à

---

146 Homme, ex-rebelle du Frolinat, âgé environ 60 ans, interview réalisée à Sahr le 15 août 2013.



l'écart. Ahmat Ramat<sup>147</sup> explique comment les rebelles communiquaient à travers les mouvements gestuels des membres du corps humain :

*« Entre nous, combattants rebelles, nous utilisons le cou, les bras et la tête pour nous identifier au sein d'un groupe hétéroclite. Lorsque nous nous trouvions dans un endroit où il y avait des personnes étrangères et suspectes, nous communiquions à travers des mouvements gestuels. En haussant la tête de gauche à droite, en tenant le cou par les bras et en soulevant la main droite au-dessus de la tête, nous parviendrons à communiquer dans des conditions où il n'y avait pas possibilité de se parler. Ainsi, par les gestes que les uns et les autres exécutaient, les éléments du groupe se comprenaient et se retiraient un à un de la masse pour se concerter à l'écart ».*

Les montagnes, les cris des animaux domestiques et les activités ménagères ont été exploitées comme moyens de communication par les rebelles. Les montagnes renseignaient les rebelles sur les mouvements des troupes gouvernementales. En effet, les bruits des camions militaires s'entend très loin à cause de l'écho provoqué par la présence des chaînes de montagnes. Ainsi, les rebelles étaient avertis des mouvements des troupes régulières et quittaient les grottes des montagnes pour venir tendre des embuscades de part et d'autres de la route par laquelle les camions ennemis passaient. Les cris des animaux domestiques et les activités ménagères quotidiennes constituaient aussi des moyens par lesquels les rebelles se repéraient, comme nous l'explique Oumar Moussa<sup>148</sup> :

*« Quand nous étions égarés en pleine brousse, nous attendions le soir au coucher du soleil pour être attentifs à l'écoute des coups de pilon ou à l'aube pour écouter le chant des coqs, les aboiements des chiens, les cris des ânes ou les hennissements des chevaux pour nous repérer. Les cris de ces animaux nous rassuraient de l'existence des villages aux alentours. Ce fut de cette façon que nous nous approvisionnions en nourriture et nous nous renseignions auprès des Féririks ou des villages ».*

Les hommes sont utilisés pour les renseignements et cette méthode dépendait beaucoup des activités que ces derniers menaient. Les commerçants qui sillonnent les marchés hebdomadaires des centres urbains recueillaient des renseignements et approvisionnaient les rebelles en produits comme les cigarettes, le sucre, le savon et le thé. Dans les grandes villes, les élèves sont aussi intégrés dans les réseaux de renseignements des rebelles.

---

147

148 Hommes, ex-rebelle du CDR, âgé environ 49 ans, entretien réalisé à Mongo/féririkh 4 mars 2014.

Khamis fadoul<sup>149</sup>, élève au Lycée Ahmat Mangué de Sarh, rapporte sa contribution en renseignement en faveur des rebelles Hadjaräi :

*« Durant trois ans, j'ai servi la rébellion Hadjaräi. Parfois, je sortais à minuit pour aller derrière l'usine de la Société Sucrière du Tchad (SONASUT), sur la rive du Chari, pour attendre les éléments rebelles afin de leur transmettre les informations que moi-même je recevais de nos complices qui se trouvaient parmi les chefs militaires restés encore fidèles à Hissein Habré. Mon rendez-vous avec les éléments rebelles n'était pas toujours au même endroit. Nous changions chaque fois notre lieu de rencontre. Nous avons même des complices parmi les infirmiers de la ville de Sarh. C'est ainsi que souvent les blessés étaient ramenés en cachette à Sarh et soignés à domicile par les infirmiers complices ».*

L'utilisation de tous ces moyens par lesquels les rebelles communiquaient et s'informaient n'était pas sans conséquences pour les populations. Si les rebelles ont pu, d'une manière ou d'une autre, incorporer les paysans dans leurs réseaux de communication pour obtenir des renseignements sur les forces gouvernementales, il n'était pas de même pour celles-ci qui utilisaient plutôt la violence pour contraindre les populations paysannes à les renseigner sur les rebelles. Beaucoup de paysans ont abandonné leurs villages par ce que le passage des troupes gouvernementales dans le village les exposerait à des interrogatoires souvent accompagnés des bastonnades et suivis d'arrestations. Hissein Ab-Haroun<sup>150</sup>, une des victimes des tortures des forces gouvernementales explique :

*« J'étais commerçant et je faisais la navette entre les marchés hebdomadaires d'Oum-hadjar, Mangalmé, Bitkine, Mawa et Abou-deïya. Après plusieurs tournées commerciales dans les marchés hebdomadaires de ces localités, j'étais revenu dans mon village natal, Doché-Kossoyate. Mon arrivée au village coïncida avec la venue d'une patrouille de soldats français. Ils étaient à la recherche des rebelles. Quand ils m'ont trouvé, ils m'ont arrêté sans me demander quoi que ce soit. Ils m'ont ligoté et m'ont transporté à Mongo par hélicoptère. Arrivés à Mongo, ils m'ont conduit dans leur camp, m'ont menotté debout contre le tronc d'un arbre pendant trois jours. C'est-à-dire, ils ont fait passer mes bras autour du tronc d'arbre avant de les menotter pour que je ne puisse pas m'asseoir. Durant les trois jours, je suis resté dans cette position sans manger ni boire de l'eau. Dans l'après-midi du troisième jour, j'ai dit au soldat qui faisait la sentinelle pour ma surveillance : donne-moi de l'eau. Il a eu pitié de moi et m'en a servi deux gobelets. Le lendemain, ils sont venus me détacher pour m'administrer des bastonnades. Après*

---

149 Homme, ancien élève, âgé environ 49 ans, entretien réalisé à Sahr en janvier 2014.

150 Homme, ancien commerçant, âgé d'environ 84 ans, entretien réalisé à Yaoundé en décembre 2014.

*les bastonnades, ils m'ont suspendu sur une branche d'arbre pendant toute une journée, les pieds en haut et la tête en bas. J'ai perdu connaissance, je ne me souvenais pas de l'heure à laquelle j'étais libéré de cette position. Je me suis rendu compte que je me retrouvais par terre. Après toutes ces tortures, les soldats français ont commencé à m'interroger sur les rebelles. Ils me demandaient sur le genre d'armes que les rebelles possédaient. Je répondis que je ne connaissais pas le nom des armes dont les rebelles disposaient. Ainsi, ils ont mis devant moi plusieurs qualités d'armes et continuaient leurs interrogatoires tout en me montrant les armes apportées pour la circonstance. Après l'interrogatoire, ils m'ont conduit au camp de la gendarmerie où j'ai subi les mêmes tortures qu'au premier jour, puis j'y suis restais en prison pendant deux ans avant d'être libéré. En prison, j'ai trouvé d'autres personnes qui ont connu le même sort. Les conditions de notre détention étaient atroces et inhumaines ».*

### **III- Systèmes de transport et représailles paysannes**

Les routes et les animaux de monture constituaient l'essentiel des moyens par lesquels le transport des troupes gouvernementales et des forces rebelles était assuré. Ils constituaient des enjeux majeurs dans les stratégies des combats que se livraient les deux forces. Si les forces régulières cherchaient la maîtrise de la route pour assurer la fluidité de leurs mouvements et mieux contrôler les zones où se trouvaient les rebelles; ces derniers, de leur côté, y déployaient des obstacles afin d'empêcher la rapidité de mobilité des troupes gouvernementales et leur tendre des embuscades. Dans les deux cas, les masses paysannes se trouvaient pris au piège que constituait la route pour les parties en conflit. Des villages sont mobilisés comme main d'œuvre pour la construction des ponts et l'aménagement des pistes par le gouvernement. Ce travail, qui consistait en transport de graviers, de pierres, d'eau, de sable, sous la surveillance des gendarmes et des goumiers, était effectué dans la matinée et avait des conséquences atroces sur les villageois. Car, quand les rebelles passaient le soir au village, une seconde mobilisation des populations s'effectuait pour détruire ce qui avait été fait dans la matinée. Prise en tenailles, les populations paysannes, outre les efforts physiques qu'elles déployaient pour les travaux des routes, subissaient également des sévices corporelles et autres humiliations morales.

### III.1-Les Hadjaraï des flancs des montagnes aux abords des axes routiers

Jadis, dans la région du Guéra, tous les villages étaient établis dans les chaînes de montagnes. Cette disposition d'habitats décrite par beaucoup d'auteurs et selon qui elles étaient liées aux razzias d'esclavage que se livraient les royaumes du Ouaddaï et du Baguirmi dans la région, a servi de base arrière à la rébellion. Les rebelles s'y approvisionnaient en nourritures, y soignaient leurs blessés et malades, y prenaient du repos. En fait, les villages situés dans les montagnes étaient les lieux où résidaient les rebelles sans s'inquiéter des surprises des forces gouvernementales. En 1969, le gouvernement décida de déplacer tous les villages sur les longs des axes routiers pour des raisons stratégiques : empêcher les rebelles d'avoir en permanence des soutiens logistiques des villages et avoir un accès facile aux populations paysannes pour la collecte de l'impôt de capitation et la mobilisation de main d'œuvre pour l'aménagement des pistes routières. Ainsi, plusieurs villages vont être déplacés le long des axes routiers. Dans la sous-préfecture de Mongo, le village Djokhane, situé derrière le camp de la gendarmerie, a été transféré à l'Est de la ville, sur l'axe Mongo-Mangalmé, à plus de trois kilomètres du pied de la montagne; sur l'axe Mongo-Am-timane, les villages Alibéïte, Bola, Sawa, Maragne, Bourzang et bien d'autres ont été déplacés le long de la route. Sur l'axe Mongo-Ati, les villages Dotchone et Gourba ont été regroupés à Banda et, sur l'axe Mongo-Bitkine, les villages Koskatché et Koubo-Adougoul ont également été transposés sur le bord de la route. Ces mouvements ont eu de lourdes conséquences sur la vie des paysans comme le dit le gouverneur de la région du Guéra, Mahamat Ali Hassan<sup>151</sup> :

*« Compte tenu de la situation de rébellion que la région a connue, le gouvernement a décidé en 1969 de faire déplacer les villages le long des axes routiers. Les paysans étaient isolés de leurs champs et cette année-là la production de la région avait baissé. Il s'en était suivi une famine qui a occasionné le départ massif des populations paysannes vers d'autres régions du pays. Aujourd'hui, l'administration du Guéra gère des problèmes fonciers relatifs aux déplacements des villages qui ont été opérés depuis les années 1969-1972. Nous avons plusieurs dossiers consécutifs aux revendications de champs agricoles entre les villages. Quand, les populations étaient déplacées, depuis déjà 45 ans et plus, et ont exploité des terres de manière continue dès leur arrivée, il est très difficile de dire qu'ils ne sont pas*

---

151 Homme, plusieurs fois ministre et gouverneur, âgé d'environ 60 ans, entretien réalisé en mars 2014 à Mongo.

*du milieu et qu'ils doivent céder les terres à ceux qui les revendiquent sous prétexte que les exploitants d'aujourd'hui n'auraient pas habité là auparavant. Nous gérons ce genre de dossiers avec beaucoup d'attention, mais malheureusement, les paysans finissent souvent par s'adonner à des conflits violents et meurtriers ».*

### **III.1.1-La route : une corvée aux multiples revers**

L'installation des populations paysannes sur les abords des routes fut accompagnée d'innombrables atrocités. Ce fut sous la pression des gendarmes et des « goumiers » que s'effectuait le voyage pour le nouveau site d'habitation. Cet exode conduisait à d'importants dégâts allant des pertes de bétail à la destruction de greniers remplis de produits alimentaires. Parfois, les gendarmes détruisaient entièrement l'ancien village par le feu dès le premier jour de l'évacuation de ses habitants. Dans ce cas, tout ce qui n'avait pas pu être transporté le jour du départ sera consumé par l'incendie. Les pertes matérielles étaient énormes et les paysans étaient astreints à de nouvelles activités d'aménagement dans le nouveau site. Ils construisaient des cases, cherchaient de nouveaux champs agricoles dont la mise en valeur les soumettait à de durs travaux de défrichage. A toutes ces contraintes s'ajoutait la mobilisation de la main d'œuvre pour l'aménagement des pistes et la construction des ponts. En 1967, à la veille du débarquement des parachutistes de l'armée française à Mongo pour mater la révolte paysanne des Moubi, tous les villages situés aux alentours de la ville ont été mobilisés par l'administration locale pendant plusieurs jours pour aménager la piste d'atterrissage. Ils cassaient et transportaient des grosses pierres, des terres latéritiques, coupaient des grands arbres et aplanissaient par des pelles, des pioches, des haches et des houes la piste sur laquelle les avions français allaient se poser.

A partir de 1970, les routes s'intégraient dans les stratégies de combat que les rebelles livraient contre le pouvoir. Ainsi, ils s'engageaient à démolir les infrastructures de communication et les bâtiments sociaux construits dans les zones rurales. Les bâtiments scolaires, sanitaires et les ponts ont été les principales cibles de cette manœuvre de sabotage. Les populations rurales se trouvaient embarrassées par l'attitude des rebelles. Mais, elles étaient davantage exposées à la répression. L'administration locale, à travers les chefs de cantons et leurs « goumiers », fut très active dans l'entretien des routes par l'entremise de la main d'œuvre paysanne. Tous les villages situés aux abords

des pistes routières étaient souvent mobilisés pour l'aménagement de celles-ci avec une répartition des tronçons. Chaque village était tenu d'aménager le tronçon qui le liait à un autre et ainsi de suite les axes routiers étaient entretenus. Les travaux effectués dans ce cadre étaient souvent exécutés sous la pression et la surveillance des gendarmes et des « goumiers ». C'étaient des journées pénibles et répressives auxquelles les populations étaient soumises. Les gendarmes surveillaient et punissaient séance tenante les personnes ayant commis des erreurs ou ayant par maladresse endommagé des matériels destinés aux travaux. Les femmes des villages n'étaient pas épargnées. Outre les repas qu'elles devaient offrir aux travailleurs, elles étaient chargées de transporter l'eau, parfois sur de très longues distances, pour la construction. Du côté de la rébellion, les mêmes villages étaient mobilisés pour faire le contraire. Plusieurs écoles, dispensaires et ponts ont été démolis par les bénéficiaires eux-mêmes sous la contrainte des forces rebelles. Celles-ci envahissaient les villages et demandaient à leurs habitants de détruire le symbole de l'oppression « kirdi » et de la dictature, c'est-à-dire toutes les œuvres sociales que l'administration centrale avait faites dans les villages. Ce fut dans ce contexte que les masses paysannes subissaient les répressions tant du côté des rebelles que de celui des forces régulières. Le pont de Bolong, principal cordon de raccordement entre la capitale et la région du Guéra en saison de pluies, a été pris pour cible en 1972 par les rebelles. Ils ont mobilisé tous les villages environnants pour le détruire. Pour sa destruction tous les moyens possibles ont été utilisés. Après toute une nuit de durs travaux, ils ont décidé de rassembler des gros troncs d'arbres et mettre le feu déçus. Ils sont parvenus ainsi à détruire tous les bois sur lesquels les voitures roulaient pour traverser le pont. Gamarga Godi raconte l'événement :

*« Après la destruction du pont par les rebelles, plusieurs personnes des villages environnants étaient arrêtées par les forces gouvernementales. Deux chefs de villages ont été fusillés sous nos yeux. Les autorités ont décidé de brûler les villages de Gala, Somo, Banama et Walia et ont demandé à leurs habitants de se déplacer le long de la route. Les représailles étaient dramatiques. Par conséquent, beaucoup de personnes ont quitté définitivement les villages pour d'autres régions du pays ».*

### **III.1.2-Les animaux de monture**

Les animaux de monture tels que les ânes, les chevaux et dromadaires assuraient le transport des rebelles. Ces animaux étaient arrachés de force aux paysans. Les propriétaires étaient tenus de les récupérer dans les villages ou les villes qui leurs étaient indiquées lors de la prise. Parfois, ils effectuaient des voyages de plusieurs jours, voire des mois. Cette pratique exposait les propriétaires de ces animaux de monture à de multiples contraintes morales et physiques. Ahmat Ramat rapporte la situation de transport des combattants rebelles :

*« Pour nos déplacements, nous n'avions pas d'autres moyens que les chevaux. Nous les prenions de force aux paysans. Pour ne pas perdre leurs chevaux, les propriétaires étaient obligés de nous suivre pendant plusieurs jours, abandonnant leurs familles, bétail et champs. Ils récupéraient leurs chevaux dès qu'il y avait eu une autre réquisition de chevaux sur l'itinéraire. Parfois, nous confisquions définitivement les meilleurs chevaux pour nos chefs »<sup>152</sup>.*

Au début de la rébellion, les aides fournies par la Libye étaient acheminées par des dromadaires jusqu'aux bases militaires rebelles se trouvant dans l'arrière-pays. Abdramane Attor, qui fut l'un des premiers convoyeurs de matériels militaires à l'une des factions du Frolinat, la première armée, rapporte son expérience :

*« J'ai fait la formation militaire en 1971 en Libye, dans la localité de Targona. Après une année de formation, le colonel Khaddafi nous a fourni des armes. C'était la première fois que la rébellion du Centre avait des armes à feu. J'étais chargé de convoier ces armes jusqu'au Centre du pays. Ce n'était pas du tout facile. Nous avons quitté la Libye en compagnie de deux guides arabes « mihériés » qui maîtrisaient le voyage dans le désert. De la Libye, nous avons chargé les armes dans trois gros camions de marque « FIAT ». Après trois jours de voyage, nous avons retrouvé les gens qui avaient emmené les chameaux d'Al-Facher pour nous. Nous avons déchargé les camions et y avons passé la nuit. Le lendemain, nous avons chargé les armes sur 60 chameaux, mais il en restait encore. Nous avons creusé des fosses pour enfouir les armes restantes. Après les avoir enterrées, j'ai fait des marques sur la terre indiquant la position des fosses. Au cours de ce voyage, nous n'avons pas emprunté la route. Quand nous sommes entrés sur le territoire soudanais, nous avons marché à travers la forêt. Nous avons mis quarante-cinq jours pour arriver dans le « Dar Zaghawa » (chez les Zaghawa). Tout au long de la route, nous avions des éclaireurs que nous identifions à travers un mot codé « halte » que nous nous sommes donnés avant le départ ».*

---

152 Homme, ex-rebelle du Frolinat, âgé environ de 60 ans, interview réalisée à Sahr le 15 août 2013.

Au terme de ce chapitre, nous retenons que l'autorité postcoloniale au Tchad ne se distingue guère de celle qui l'a précédée. Les abus administratifs et l'ostracisme ont dominé le fonctionnement de l'appareil étatique. Cette méthode de gouvernance demeure une constance sous tous les gouvernements qui se sont succédé à la tête de l'Etat. Les révoltes répétitives dans les régions du Guéra et du Moyen-Chari ne sont que les conséquences de l'autoritarisme. Dans ce système de violences, la communication est de plus en plus au cœur des stratégies militaires et politiques. Cependant, elle se déploie de plusieurs manières qui toutes n'excluent pas les représailles sur les populations. Celles-ci se trouvaient au centre de tous les enjeux des systèmes de communication. De la propagande politique en passant par les danses et les chansons sans omettre les systèmes de transport, les populations n'ont pas échappé un seul instant aux répressions militaires. Celles-ci poussaient les populations paysannes à la révolte projetant ainsi le pays dans des situations de guerres civiles durant lesquelles les nouvelles techniques de l'information et de communication s'inséraient davantage dans les stratégies de combat et influencèrent profondément l'organisation des forces rebelles.